

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

N°774 / Décembre 2023

## TENDANCES CONJONCTURELLES

3<sup>e</sup> trimestre 2023

L'économie mahoraise marque le pas au troisième trimestre après le dynamisme observé tout au long de l'année 2023. L'activité globale reste au dessus de sa moyenne de longue période mais ralentit. Les chefs d'entreprise déclarent des perspectives d'activité dégradées, manifestant ainsi leur inquiétude vis-à-vis du contexte local. L'indicateur du climat des affaires (ICA) traduit ces préoccupations et enregistre une baisse trimestrielle de 12,5 points. Il se positionne à 104,8 points, convergeant ainsi vers sa moyenne de longue période.

L'inflation demeure encore à un niveau élevé et la consommation des ménages baisse sur l'ensemble de l'année. À l'exception de la construction, l'ensemble des secteurs anticipe une activité en baisse.

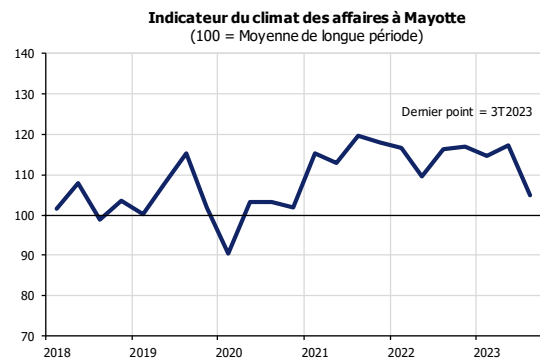
### Un climat des affaires qui révèle une inquiétude grandissante

#### Repli important de l'ICA

Au troisième trimestre 2023, l'Indicateur du climat des affaires (ICA) se dégrade de 12,5 points pour s'établir à 104,8, soit son plus faible niveau depuis 2020. Bien qu'il demeure encore au-dessus de sa moyenne de longue période, cette évolution reflète l'inquiétude grandissante des chefs d'entreprise sur la conjoncture économique.

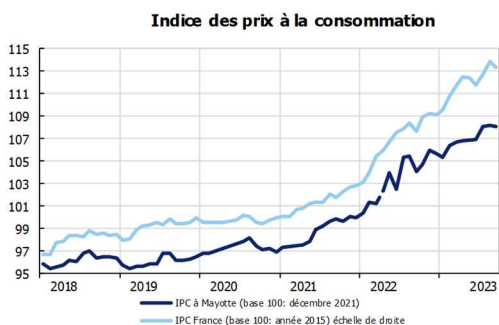
La persistance de la crise de l'eau, conjuguée au contexte sécuritaire de plus en plus dégradé, affecte la confiance des chefs d'entreprise. Ils sont de plus en plus nombreux à anticiper un frein dans leur activité et déplorent une dégradation de leurs trésoreries malgré une amélioration des délais de paiement.

Ce pessimisme demeure pour la fin de l'année : les prévisions annoncent une détérioration de l'activité, s'accompagnant d'un allongement des délais de paiement.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

#### L'inflation demeure élevée



Source : Insee, données mensuelles

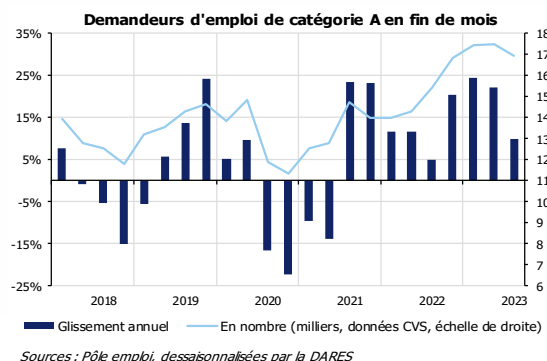
L'Indice des prix à la consommation (IPC) progresse de 1,1 % au troisième trimestre 2023 (après +0,1 % au deuxième trimestre), porté principalement par une augmentation des prix de l'énergie (+4,3 %), de l'alimentation (+1,2 %) et des services (1 %).

En glissement annuel à septembre 2023, l'inflation garde le même rythme (+4,2 %) et demeure inférieur au niveau national (+4,9 %). Les prix de l'énergie (+17,9 %) constituent la principale contribution à l'inflation. Cette dernière est également portée par les prix de l'alimentation (+7,7 %) et des services (+2 %). Hors énergie, l'inflation s'élève à +2,9% à Mayotte pour 4,8 % en France.

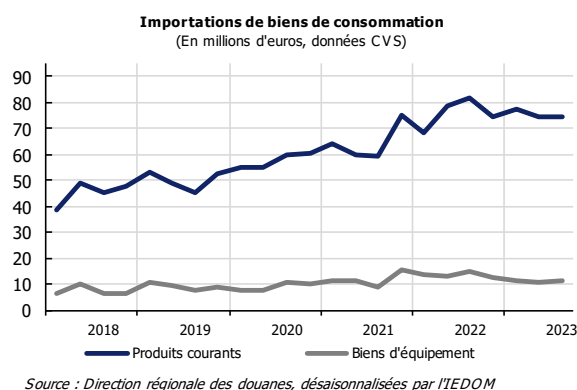
## Le nombre de demandeurs d'emploi en recul

Après une croissance continue du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) depuis le début de l'année 2022, le troisième trimestre 2023 enregistre un recul de 3 % (CVS). Cette baisse concerne davantage les femmes (-3,5 %) que les hommes (-2 %). Hormis les moins de 25 ans (+2,5 %), l'ensemble des catégories est touché par ce recul. Les 25-49 ans et les plus de 50 ans enregistrent respectivement une diminution de 4,5 % et de 2,4 %.

En glissement annuel, le nombre de demandeurs d'emploi continue de progresser (+9,9 %).



## Une consommation des ménages tendanciellement en baisse



La consommation des ménages au troisième trimestre révèle une légère reprise en trompe l'œil.

En effet, les indicateurs repartent à la hausse après un deuxième trimestre affecté par l'opération Wuambushu : les importations de biens d'équipement du foyer (+5,6 %), les immatriculations de véhicules neufs (+2,3 %) et l'encours des crédits à la consommation (+0,8 %) enregistrent une hausse tandis que les importations de produits courants se stabilisent.

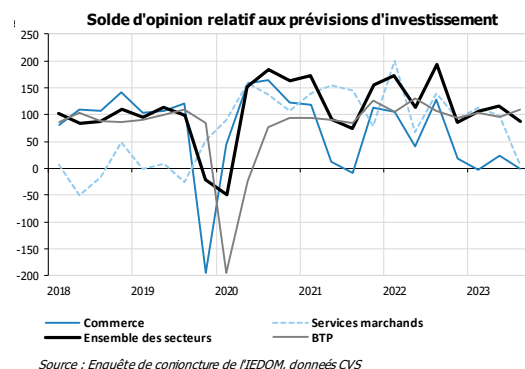
En glissement annuel, la tendance au ralentissement de la consommation se confirme, la plupart des indicateurs affichant un net recul. Les importations des biens d'équipement du foyer et des produits courants reculent respectivement de 18 % et 9,4 %, tandis que les immatriculations de véhicules neufs se stabilisent. Seul l'encours des

crédits à la consommation poursuit sa progression (+11,4 %).

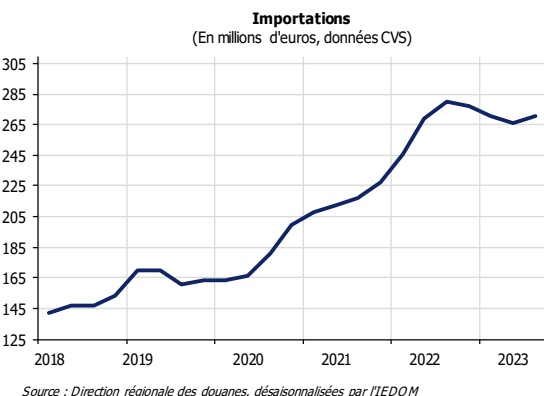
## Les prévisions d'investissement se maintiennent grâce au BTP

Dans l'ensemble, les prévisions d'investissement demeurent toujours bien orientées. Cette situation cache des disparités sectorielles. Le BTP est le seul secteur où les chefs d'entreprise affichent une opinion franchement positive.

Au 3<sup>ème</sup> trimestre, les niveaux d'investissement demeurent favorables. Les importations de biens d'équipement professionnel sont quasi-stables sur le troisième trimestre 2023 mais progressent de 21,6 % (CVS) en glissement annuel. L'encours des crédits d'investissement continue de croître sur le trimestre (+3,2%, après +2,9% au deuxième trimestre) comme en glissement annuel (+6 %).



## Des importations en baisse sur un an



Les importations sont en augmentation (2 %, CVS) au troisième trimestre. La quasi-totalité des postes est en hausse : les produits d'investissement (+15,5 %), les produits intermédiaires (+1 %) et les biens d'équipement des ménages (5,6 %). Seules les importations de produits courants restent stables (+0,3 %).

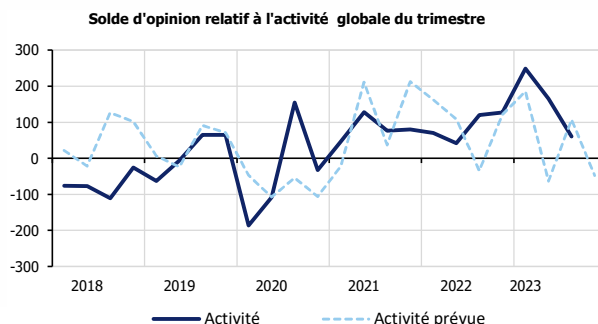
En glissement annuel, le constat est inverse. Les importations sont en recul de 3,2 %, portées par une baisse des produits courants (-9,4 %, CVS), des biens intermédiaires (-11,1 %) et des biens d'équipement (-18 %). Seules les importations de biens d'investissement des entreprises augmentent (+23,6 %, CVS).

Les exportations progressent sensiblement sur le trimestre (+61,2 %, CVS) comme en glissement annuel (+47,6 %).

## Un dynamisme d'activité contrarié par un environnement local sous tension

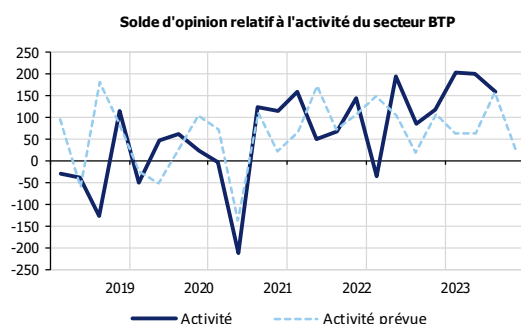
La crise de l'eau et l'insécurité semblent entamer la confiance des chefs d'entreprise. Si le solde d'opinion relatif à l'activité continue d'être positif sur ce troisième trimestre, il converge vers sa moyenne de longue période. Les carnets de commande demeurent remplis, les effectifs continuent de se conforter et les prix pratiqués augmentent.

Pour la fin de l'année, les perspectives des chefs d'entreprises sont défavorables. Elles traduisent un manque de visibilité quant à l'évolution de la conjoncture. Les chefs d'entreprises interrogés anticipent ainsi une activité en baisse et une détérioration des délais de paiement et de leur trésorerie.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

## L'activité du bâtiment résiste



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

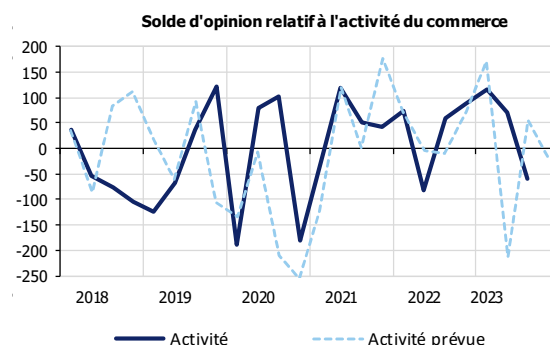
Le BTP est le seul secteur où l'activité résiste au troisième trimestre. Ainsi, malgré un contexte défavorable, les professionnels de la construction semblent faire preuve de résilience. L'activité demeure solide et affiche un besoin de recrutement toujours avéré. Si les délais de paiement se sont améliorés, les trésoreries restent dégradées.

Pour le dernier trimestre de l'année, selon les chefs d'entreprises interrogés, l'activité continuerait à être bien orientée, mais de manière moins soutenue qu'au trimestre précédent. Les anticipations sur les délais de paiement sont toujours défavorables et la situation des trésoreries ne s'améliore pas.

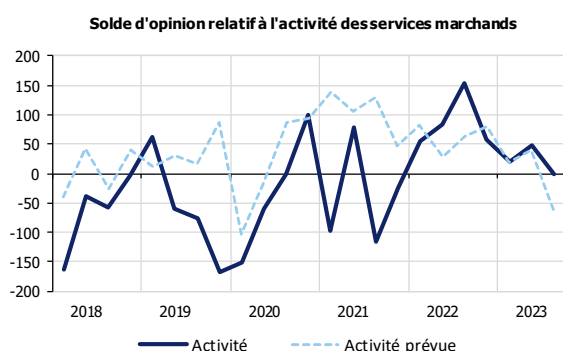
## L'activité commerciale fléchit

Les professionnels du secteur déplorent une dégradation de leur activité au troisième trimestre et constatent une détérioration des délais de paiement et de leurs trésoreries. En outre, les prix à la vente augmentent.

Les commerçants prévoient une nouvelle baisse d'activité pour le quatrième trimestre 2023, qui pourrait les amener à réduire leurs effectifs.



## L'activité des services marchands recule



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Au troisième trimestre, les chefs d'entreprise du secteur indiquent une activité en diminution. Ils mentionnent par ailleurs une baisse des effectifs liée en partie à l'accroissement des départs volontaires.

La réduction des délais de règlement se poursuit, soutenant ainsi une amélioration de la situation de trésorerie dans le secteur.

La confiance des chefs d'entreprises reste dégradée. Pour le dernier trimestre 2023, les perspectives d'activité sont défavorables. Les délais de paiement et les trésoreries se détérioreraient également et les effectifs continueraient de se réduire.

## La conjoncture régionale et internationale

### LA CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE RALENTIT DANS UN CONTEXTE D'INFLATION PERSISTANTE

Selon les dernières estimations publiées par le FMI en octobre, la croissance économique mondiale ralentit et devrait s'établir à 3,0 % en 2023 et à 2,9 % en 2024. Alors que la prévision pour 2023 reste inchangée, celle pour 2024 enregistre une baisse de 0,1 point de pourcentage par rapport à celle publiée en juillet 2023. Ce ralentissement est directement lié au recul des services, dont le rattrapage observé au trimestre précédent est ralenti. D'autre part, si l'inflation mondiale devrait continuer de reculer progressivement en s'établissant à 6,9 % en 2023, puis à 5,8 % en 2024, les prévisions ont été révisées à la hausse de respectivement 0,1 et 0,6 point de pourcentage. Le FMI prévoit donc un « atterrissage en douceur » pour la plupart des pays bien que, dans leur ensemble, les facteurs influençant la croissance mondiale restent orientés à la baisse.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 1,2 % au troisième trimestre 2023, après une augmentation de 0,5 % au trimestre précédent. Ce dynamisme reflète la hausse des investissements des entreprises sur ce trimestre et la résilience de la consommation privée. Bien que le FMI s'inquiète de l'état des finances publiques, il table sur une progression du PIB de 2,1 % aux États-Unis sur l'ensemble de l'année, soit une révision à la hausse de 0,3 point par rapport aux estimations de juillet.

Dans la zone euro, l'activité se contracte de 0,1 % au troisième trimestre 2023. Ce ralentissement, plus important que prévu, est porté par la dégradation de la conjoncture allemande (le PIB se contracte de 0,1 % au troisième trimestre 2023, après une amélioration de 0,1 % au trimestre dernier), ainsi que par les taux directeurs encore élevés. Dans la zone, le taux de chômage augmente légèrement et passe à 6,5 %, retrouvant ainsi son niveau du mois de mars, tandis que le taux d'inflation continue de diminuer pour s'établir à 2,9 % en octobre 2023. Selon les prévisions du FMI, l'activité économique pourrait croître de 0,7 % sur l'ensemble de l'année 2023, et de 1,2 % en 2024, soit une révision à la baisse de respectivement 0,2 et 0,3 point par rapport aux prévisions de juillet 2023.

En France, le PIB a enregistré une modeste hausse de 0,1 % au troisième trimestre selon l'Insee après une augmentation de 0,6 % au trimestre précédent. Cette croissance est principalement due à la hausse de la consommation des ménages (+0,7 %) et de l'investissement (+1,0 %). Les exportations se replient nettement (-1,4 % après +2,4 %), tout comme les importations (-0,5 %).

Après deux trimestres de forte croissance, le Japon fait face à un recul plus marqué que prévu, le PIB se contractant de 0,5 %. Cette contraction est portée par la fragilité persistante de la demande privée, qui subit encore l'inflation stabilisée autour de 3 %. Les importations ont augmenté de 1 %, dégradant le solde du commerce extérieur. Sur l'année 2023, le FMI anticipe toutefois une hausse du PIB de 2 %, soit une révision à la hausse de 0,6 point par rapport aux estimations de juillet.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 4,0 % en 2023, soit le même rythme qu'en 2022. L'activité serait plus particulièrement dynamique en Inde (+6,3 %) et dans une moindre mesure au Mexique (+3,2 %), au Brésil (+3,1 %) et en Russie (+2,2 %). Les prévisions pour la Chine sont à l'inverse révisées à la baisse de 0,2 point en 2023 (5 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France

### DES ÉCONOMIES SOUS TENSIONS

En **Afrique du Sud**, les contraintes énergétiques et logistiques limitent toujours les perspectives de croissance. Néanmoins, la demande intérieure reste positive et permet à la Banque centrale d'améliorer ses prévisions de croissance à 0,7 % pour 2023 (contre 0,4 % en juillet). Celle-ci maintient son taux directeur à 8,25 % en septembre 2023 (depuis mai 2023), en raison de risques inflationnistes encore élevés. Au 2<sup>e</sup> trimestre 2023, la croissance du PIB était de +0,6 %, après +0,4 % au 1<sup>er</sup> trimestre.

Aux **Seychelles**, la fréquentation touristique flanche au 3<sup>e</sup> trimestre 2023, avec une baisse de 3,1 % du nombre de touristes extérieurs par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre 2022. La tendance demeure haussière sur les neuf premiers mois de l'année : +5,4 % par rapport à la même période en 2022, mais en deçà des niveaux observés avant la crise sanitaire de la Covid-19. La Banque centrale maintient une politique monétaire accommodante, avec un taux directeur à 2 %. Pour mémoire, la croissance économique est estimée à -2,2 % au 2<sup>e</sup> trimestre 2023 par rapport 2022.

À **Madagascar**, l'activité de crédit s'est contractée durant le deuxième trimestre par rapport au premier trimestre, pour la première fois depuis 2018 selon l'enquête de la Banque centrale menée auprès des banques de la place. Néanmoins, la majorité des banques anticipe une reprise de l'octroi de crédit, notamment dans le secteur du commerce. Le pays reste néanmoins plongé dans une crise politique majeure liée à l'élection présidentielle de novembre 2023.

Aux **Comores**, l'encours de crédit à l'économie progresse légèrement de 0,23 % au 2<sup>e</sup> trimestre 2023 sur le trimestre. Les échanges commerciaux se contractent de 13,1 %, notamment les exportations en lien avec le déstockage important de girofles au cours des trois derniers trimestres.

À **Maurice**, l'activité économique se maintient au 2<sup>e</sup> trimestre 2023, avec une hausse du PIB de 0,7 % (CVS) après +0,6 % le trimestre précédent. La consommation des ménages reste dynamique (+3,2 % sur un an), ainsi que l'investissement (+10,5 %). Dans ce contexte, le Bureau statistique revoit ses prévisions de croissance à la hausse pour 2023 : +6,7 % à septembre contre +5,3 % en juin. La banque centrale maintient ses taux à 4,5 % et ceci depuis le début de l'année.

Sources : Banques centrales, institutions nationales, FMI, Banque Mondiale.